Au Burundi, une crise politique et non ethnique, un pouvoir qui se "bunkerise"

@rib News, 09/11/15 â€“ Source AFP Alors que le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU se rÃ©unit lundi en urgence sur le Burund les dÃ©clarations Ã forte connotation ethnique de certains membres du pouvoir ont fait resurgir le spectre du gÃ©nocide de 1994 au Rwanda voisin. La situation entre les deux pays reste nÃ©anmoins trÃ¨s diffÃ©rente, estime Christian Thibon, professeur Ã l'UniversitÃ© de Pau (sud-ouest de la France) et spÃ©cialiste de l'Afrique centrale, qui souligne plutÃ´t la "logique d'affrontement" du prÃ©sident Pierre Nkurunziza et en pointe les limites.

Q: La comparaison entre le Burundi et le Rwanda d'avant 1994 vous parait-elle pertinente ? R: "Il est toujours facile d'Ã©tablir des comparaisons historiques, mais le seul Ã©lÃ©ment tangible d'une comparaison avec le Rwanda de 1993-94 prÃ©gÃ©nocidaire est que nous sommes dans une situation de montÃ©e des violences, de crise ouverte, d'escalade. Cela ouvre tout un champ de passions, de vengeances et de peurs qui radicalise le phÃ©nomÃ¨ne, alors qu'on sait que ces crises ouvertes dans la rÃ©gion des Grands Lacs sont des pÃ©riodes de violences extrÃªmes. Il est important de signaler que le discours ethnique, portÃ© par certains membres du pouvoir, ne mord pas dans lâ€™opinion publique, la sociÃ©tÃ©. Celci apparaÃ®t plutÃ´t une victime, passive, il n'y a pas de vÃ©ritable mobilisation qui fait penser que nous sommes dans un scÃ©nario d'ethnisme exclusif". Q: Une sortie de crise nÃ©gociÃ©e est-elle toujours envisageable? R: "Rien dans les discours ne le laisse apparaÃ®tre. Ce qui est alarmant, c'est que derriÃ¨re ces discours, il y a l'idÃ©e qu'il y aura une redistribution des richesses, que les violences se traduiront par un accÃ¨s aux ressources: un terrain, une bananeraie, la maison, le mobilier, la terre... Il y a un vrai danger que cette escalade verbale et ce danger-peur rÃ©sonnent au niveau social, chez certains dont les jeunes, dans leurs rancÅ“urs et leurs frustrations, les poussant Ã la violence. Nous sommes plus dans un scÃ©nario de +politicide+, que dâ€™un possible gÃ©nocide, il s'agit d'Ã©craser l'adversaire politique. Il n'en reste pas moins trÃ¨s inquiÃ©tant, car il peut s'ethniciser soudainement en cas de circonstances exceptionnelles. Et surtout, on a l'impression que le pouvoir veut l'Ã©preuve de force. Le pouvoir burundais se bunkerise, s'enferme, s'isole, avec un cercle de dirigeants de plus en plus restreint. Ce qui fait que la nÃ©gociation rÃ©gionale est repoussÃ©e sinon refusÃ©e, on est plus dans un dialogue de sourd que dans une sortie de crise. Q: Que pensez vous des opÃ©rations de dÃ©sarmement forcÃ© en cours dans certains quartiers de la capitale? R: "Ce qui se passe aujourd'hui sur Bujumbura, c'est la +pacification+ de deux ou trois quartiers, foyers de contestation au prÃ©sident Nkurunziza. Dans l'histoire de Bujumbura, cela rappelle les opÃ©rations de +pacification+ du quartier hutu de Kamenge en 1994 par l'armÃ©e (alors dominÃ©e par la minoritÃ© tutsi), un Ã©pisode particuliÃ¨rement violent et fondateur de la rÃ©bellion hutu de l'Ã©poque lors de la guerre civile. Ceux qui ont subi cette rÃ©pression sont en train de l'appliquer contre leurs ennemis politiques d'aujourd'hui, aussi bien hutu que tutsi, Ã Cibitoke, Mutakura et d'autres quartiers. Militairement, le pouvoir pourra sans doute rÃ©primer la petite rÃ©bellion qui y est active. Ces jeunes en armes, anciens manifestants opposÃ©s au 3e mandat de Nkurunziza, restent Ã ce stade encore relativement dÃ©sorganisÃ©s, et ils ne pourront sans doute pas rÃ©sister Ã une armÃ©e aguerrie. Ce sera une victoire militaire pour le pouvoir, mais une dÃ©faite politique Ã plus long terme. Toute politique de rÃ©pression massive est une victoire de courte durÃ©e. La rÃ©pression Ã Kamenge en 1994 n'avait fait que renforcer la rÃ©bellion Ã l'Ã©poque. Le scÃ©nario est le mÃªme aujourd'hui, mais les acteurs ont changÃ© de camp". Propos recueillis par HervÃ© Bar.